

*Initiatives parlementaires*

le. Nous sommes allés dans certains coins de la Nouvelle-Écosse où les eaux d'égout brutes sont déversées directement dans la mer. À certains endroits au Canada, il n'y a pas du tout d'infrastructure. Dans certains coins et même dans la plus grande partie de Terre-Neuve, il n'y a tout simplement pas d'usine de traitement des eaux usées.

De village en village, de ville en ville, jour après jour, les autorités nous ont répété la même rengaine, à savoir qu'à moins de recevoir de l'aide du fédéral, il est impensable qu'elles puissent compter sur l'assiette fiscale locale pour renouveler l'infrastructure. Je parle de l'infrastructure parce que les systèmes en place ont des faiblesses. En effet, la pluie et les déchets peuvent tomber dans le réseau d'égouts et être entraînés jusqu'à l'usine d'épuration des eaux usées avant de retourner à la rivière. Plus notre réseau d'égouts sera engorgé, plus il sera difficile pour nous d'assurer le traitement des eaux et cela engendre des coûts. Si nous ne faisons pas du bon travail à l'étape de l'épuration, nous en paierons le prix.

Nul n'est besoin de répéter et d'exposer de nouveau toute la situation. Nous avons besoin du financement du gouvernement fédéral pour la réfection de l'infrastructure. Je pense que le chef de l'opposition a très bien prouvé son point quand il a pris l'engagement que notre parti consacrerait des fonds à l'infrastructure. M. Chrétien a pris un engagement que le Parti libéral serait le partenaire des provinces et des municipalités pour l'infrastructure, parce que notre parti reconnaît qu'avec un tel partenariat, on ne fait pas qu'aider les municipalités à s'attaquer au problème. En effet, on favorise du même coup la croissance économique et la création d'emplois, on multiplie les recettes, on stimule les économies et on perçoit plus d'impôts. À mon avis, chaque dollar investi produit probablement un autre dollar de recettes d'une source différente.

Il nous faut examiner toute la question comme s'il s'agissait d'investissement et non de dépenses. Il y a certaines choses qu'il nous faut considérer comme des dépenses et d'autres, comme des investissements. Mettre de l'argent dans l'infrastructure constitue certainement un investissement.

Lorsque le député d'Ottawa—Vanier aborde la question de l'eau, il reconnaît sûrement fort bien que beaucoup d'autres éléments entrent également en jeu.

Je voudrais le féliciter car, comme je l'ai dit plus tôt, cette motion arrive à point nommé. Étant de la région d'Ottawa—Carleton, le député sait reconnaître qu'elle comporte des lacunes. Je voudrais énumérer les différentes installations d'épuration d'eau de notre région et signaler à la Chambre le coût de leur entretien et de leur modernisation.

Par exemple, la région d'Ottawa—Carleton, qui compte environ 600 000 habitants, possède quelques installations, dont l'usine de filtration de l'eau de Britannia. Elle est actuellement en voie de construction, au coût de 33,5 millions de dollars. On a besoin de cette installation pour faire passer la capacité de production de 225 millions de litres par jour à 360 millions de litres et répondre ainsi aux grands besoins de la population.

Nous devons aussi moderniser immédiatement une autre usine, l'usine de filtration d'eau de l'île Lemieux, qui existe depuis 50 ans. Cela coûtera 37 millions de dollars.

À l'heure actuelle, la région d'Ottawa—Carleton songe à modifier le processus de filtration d'eau de son usine afin de continuer d'offrir une eau traitée d'excellente qualité. Ces modifications coûteront à la région quelque 23 millions de dollars et pareront à toute détérioration possible de la qualité de l'eau brute. Elles devraient répondre aussi aux nouvelles normes provinciales qui seront plus sévères.

Par suite des directives données par le gouvernement provincial à l'usine de filtration d'eau de cette région, il faudra évacuer les eaux usées, un projet qui, à lui seul, coûtera 38 millions de dollars à la région.

Si l'on veut continuer le développement des principaux pôles de croissance de la région qui sont Orléans, Hazeldean et Barrhaven, il faudra construire des réservoirs et des installations de pompage d'environ 40 millions de dollars au cours des prochaines années. Dans notre région qui compte environ 600 000 habitants, les besoins s'élevaient actuellement à plus de 172 millions de dollars, mais ce n'est pas là le total des coûts.

Monsieur le Président, je vous signale que les installations de traitement des eaux usées pour la région coûteront plus de 400 millions de dollars.